

Monsieur,

Je vous remercie d'interpeller les candidats sur ce sujet et c'est avec plaisir que j'y réponds.

Depuis une trentaine d'années les gouvernements affirment faire de la sécurité routière une priorité. Quand on connaît les recettes engendrées par les moyens mis en œuvre, il devient légitime de se demander si ce n'est pas simplement une nouvelle source d'argent. D'ailleurs le gouvernement précédent tablait sur une recette de 844 millions en 2017 pour le budget.

Notre position rejoint évidemment la vôtre, nous sommes opposés à ces excès de répression qui n'ont qu'un seul objectif : faire payer les conducteurs plutôt que de leur assurer une vraie sécurité.

Nous avons donc un certain nombre de propositions visant à renforcer la sécurité routière sans pour autant faire la chasse aux automobilistes.

1. Les radars

Je commencerai par évoquer la question des radars. Loin de l'idée de jeter l'opprobre sur cet outil qui s'avère utile dans certains cas, il faut supprimer les « machines à cash ». Je veux parler ici des radars situés sur des routes non accidentogènes, bien souvent dans une pente (descendante naturellement) et qui n'ont comme simple fonction de piéger les conducteurs et de les faire passer à la caisse.

Il faut arrêter avec la politique du tout radar et ne maintenir uniquement ceux qui ont un intérêt pour la sécurité et non pour Bercy.

Toujours dans le domaine des radars (fixes ou mobiles), nous nous opposons à toute privatisation du contrôle qui renforcera la répression dans le seul but de faire un maximum de gains au service d'intérêts privés.

La signalisation devra être revue. Certaines portions de routes passant plusieurs fois d'une vitesse à une autre sans raison particulière augmentent de facto le risque de se faire flasher.

2. Le permis

Nous remettons en cause le permis à point, inadapté et injuste. L'automobiliste est considéré aujourd'hui comme un délinquant en puissance. Un km/h de trop et c'est des points qui sautent, assorti d'une amende dure à supporter pour les plus modestes. Nous regrettons que cette fermeté ne soit pas appliquée aux vrais délinquants qui une fois arrêtés, ressortent impunis.

Plus de permis signifie aussi plus d'outils de travail pour les uns et plus de moyen de locomotion pour s'y rendre pour les autres. Dans tous les cas, la perte d'un permis engendre des conséquences dramatiques comme la perte d'emploi.

Nous supprimerons l'article L.121-6 du Code de la route qui contraint les entreprises à dénoncer ses salariés. Cette nouvelle mesure est une escroquerie, offrant une manne financière colossale pour l'état et malheur au chef d'entreprise qui omettra de le dénoncer. Entre pompe à fric et lourdeur administrative on en oublierait presque que c'est avant tout pour notre sécurité (bien entendu).

Nous intégrerons dans l'examen du permis de conduire un module 2roues afin d'appréhender au mieux les situations parfois dangereuses avec les motos.

3. Les routes

Un des points essentiels c'est l'état de nos routes.

La commission de l'aménagement du territoire et du développement durable a observé récemment une tendance à la dégradation du réseau routier national et du réseau autoroutier.

L'Etat doit recentraliser la gestion de la totalité des routes françaises. Cela passe par retirer cette compétence des régions et de la transférer à l'Etat. Ça passe aussi par la renationalisation des autoroutes (payées par les français et rachetées ensuite par Vinci).

Cet effort de rénovation sera en parti financé par une taxation sur les véhicules étrangers de grosse capacité (bus, camions...) qui empruntent et usent quotidiennement nos routes sans participer à leur entretien.

Il faudra également de toute urgence arrêter avec ces dérives écologistes, qui visent à éteindre les luminaires sur les voies rapides urbaines plongeant ainsi ces routes dans un noir total provoquant un manque de visibilité.

Rompre avec la vision punitive et comptable mais rester ferme avec les dérives de certains routards qui nous mettent en danger (drogues, alcool, téléphone...) Voilà un ensemble de mesures que nous mettrons en place pour préserver la sécurité de nos concitoyens sur les routes sans les utiliser comme vaches à lait.

Bien cordialement,

Vincent COLLO
Candidat Front National
4^{ème} Circonscription d'Eure-et-Loir

Emmanuel LEHOUX
Suppléant
Chauffeur routier